

Développements et valeurs

Renaud Bernardin

Volume 11, Number 1, 1980

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701023ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701023ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bernardin, R. (1980). Développements et valeurs. *Études internationales*, 11(1), 171–176. <https://doi.org/10.7202/701023ar>

LIVRES

1. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

DÉVELOPPEMENTS ET VALEURS *

Renaud BERNARDIN **

Certains théoriciens du développement, technocrates d'organisations internationales ou experts dépêchés dans les pays dits du Tiers-Monde, ont souvent fait semblant de se mouvoir dans un milieu clos. Pour eux, point n'était question de considérer les valeurs qui sous-tendent les projets de développement ou les techniques par lesquels on les concrétise. La science, placée au-dessus de toute autre considération, permettrait d'évacuer les préoccupations des anthropologues, sociologues et démographes identifiés, sans rire, à des rêveurs ou à des lunatiques. Ils nous ont laissé un héritage si amer que certains ont entrepris de remettre les valeurs au cœur de toute problématique du développement.

Ainsi, le débat sur le transfert de technologie, souvent restreint à ses seules dimensions économiques, a été élargi et ses aspects sociaux et culturels sont pris en considération. Ces aspects sont essentiels car la technologie n'est pas neutre. Sans doute est-elle le prolongement de tous les sens de l'homme. Mais elle est aussi le résultat de l'insertion de celui-ci dans son milieu. À ce titre, elle est le fruit d'une culture et traduit une vision du monde, une attitude face à l'univers social des rôles et des comportements. Il existe donc entre l'homme et les outils qu'il utilise pour maîtriser son environnement une corrélation que le mode actuel de transfert de technologie tend à mettre entre parenthèses. Considérée comme une marchandise, la technologie sera examinée en fonction du coût et des bénéfices que ceux qui la monopolisent paient ou tirent de son transfert. On insistera aussi sur les contraintes que pose la capacité d'absorption des pays du Tiers-Monde du « paquet technologique » mis à leur disposition. On laissera généralement de côté son impact socio-culturel.

Il est d'autant plus impératif de cerner cette dimension que l'on se trouve ici dans un domaine où l'éthique et le politique se juxtaposent. Les choix technologiques sont, en effet, fondés sur une conception, au moins implicite de la justice distributive. Inversement, l'option en matière de justice distributive oriente les choix technologiques.

* TÉVOÉDJRÉ, Albert, *La pauvreté, richesse des nations*, Paris, Éditions Économie et Humaine, Les Éditions Ouvrières, 1978, 3^e édition.

GOULET, Denis, *The Uncertain Promise. Value Conflicts in Technology Transfer*, New York, IDOC/North America, 1977.

HOURCADE, Jean-Charles, *Énergie et division internationale du travail*, Paris, Les Éditions du C.N.R.S., 1978.

ROCHE, Jean *et alii*, « Découverte et innovation scientifique au service du Tiers-Monde », Colloque Henri Laugier, *Revue Tiers-Monde*, tome XX, n° 78, avril-juin 1979.

—, CNUCED V, *Programme d'Aruscha pour l'autonomie collective et cadre de négociations*, TD/236, 23 février 1979.

** Professeur au Collège de Lévis.

On est donc confronté à un problème de valeur. Il faut concrètement répondre à la question touchant les bénéficiaires de la croissance économique dont la technologie n'est qu'un instrument. Ces bénéficiaires n'ont pas les mêmes besoins ; ou encore, des besoins identiques peuvent être satisfaits de manière différente. Dès lors, en engageant les ressources d'un pays dans la satisfaction des préférences de telle classe sociale plutôt que telle autre, les dirigeants posent des actes qui dévoilent leur philosophie sociale. Choix technologique et justice sociale ne peuvent être séparés.

Il en va de même de la technologie de la production des biens qui détermine le modèle économique. La production de biens dépend de l'état des forces productives d'une société, du mode de production dominant que l'on y décèle. La technologie est un des éléments de ces forces productives. Elle permet, notamment, la combinaison du travail et du capital technique en vue de la détermination du niveau optimal de production. Reprenons, en le simplifiant, l'exemple des classiques et supposons que deux pays soient dotés l'un principalement de capital technique et l'autre principalement de travail. La tendance rationnelle sera de produire dans le premier des biens intenses en capital et dans l'autre des biens intenses en travail. On ne peut sans rupture introduire la technologie de l'un dans le processus en cours dans l'autre.

Reconnaître que le mode actuel de transfert de technique ou de technologie fait problème, c'est déjà admettre la nécessité d'en rechercher la transformation. Beaucoup n'en sont même pas là. Pour eux, il suffit de rendre la technologie disponible aux pays dépendants, notamment en recherchant une baisse des coûts et une libéralisation des contraintes juridiques, pour que ces pays aient satisfaction. D'autres parlent de « technologie intermédiaire » ou « adaptée » sans lier celle-ci au type de société à bâtir. Ils évacuent de leur vision le développement pour ne se consacrer qu'à la croissance. Implicitement donc, ils prennent position en n'interrogeant pas les objectifs poursuivis par le biais de cette forme de technologie. Comme de surcroît, le stade intermédiaire ou l'adaptation n'est généralement conçu qu'à partir de la position des métropoles, ils ne visent en définitive qu'à river à ces dernières les pays dépendants.

On n'échappe donc pas aux problèmes de valeur et c'est l'attention qu'ils leur portent qui donne une densité exceptionnelle aux volumes de A. Tévoédjré et de Denis Goulet. Ils sont, à notre sens, de la même famille et se rejoignent par l'esprit de leur recherche. L'un et l'autre s'attachent au domaine des valeurs, celles du développement général, dans un cas, celles relatives à la technologie, dans l'autre. Sous son titre apparemment paradoxal, l'ouvrage de Tévoédjré constitue un éloge de la pauvreté identifiée ici au dépouillement et non à l'indigence ou au dénuement. Sans la sacraliser, il en fait à la fois une forme d'ascèse, une sorte de thérapie contre cette société de consommation boulimique souvent acceptée comme modèle par des pays du Tiers-Monde. Dans sa perspective, être pauvre (au sens où nous comprenons le terme ici) relève, d'un côté, d'un choix politique, d'un projet de société. La chance des pays dépendants, c'est d'être en mesure d'innover :

Pourquoi le « Tiers-Monde » s'accrocherait-il à un modèle devenu caduc et parfois même objectivement néfaste ? Le développement, après tout, n'est-ce pas un effort de soi sur soi, effort qui s'appuie sur l'environnement naturel pour arriver à couvrir les besoins essentiels au niveau de la famille et – par la solidarité – au niveau du groupe ? (p. 41)

Ainsi parle un homme du « Tiers-Monde ». Et cette vision d'un développement autocentré et autosuffisant traverse tout le volume. Beaucoup d'écrits sur les pays

« sous-développés » modulent en mode mineur des thèmes éculés : tel n'est pas le cas de cet ouvrage non répétitif qui se situe dans l'espace déblayé par Yvan Illich, et dans la perspective totalement assumée de l'homme du Tiers-Monde. On ne disserte pas de lui ; on ne glose pas sur ses malheurs : il parle et dit la nécessité d'une pluralité de logiques, de la reconnaissance de l'autre dans sa différence. Il parle et dévoile le monde de ses valeurs méconnues ou rejetées au nom de la modernité. Il parle et nombre de citoyens du Tiers-Monde se reconnaîtront dans le discours qu'il tient.

C'est donc un livre-thèse qui ne fait de concessions à personne et surtout pas aux dirigeants des pays en développement. Ni agressivité, ni outrance verbale, mais une réflexion rigoureuse située au carrefour de la sagesse africaine, de l'empirisme nord-américain et du rationalisme européen. L'utopie créatrice coule dans chacune de ses pages et transmet une invitation à l'auto-critique collective sans laquelle l'avenir tant pour les pays industrialisés que pour les pays du Tiers-Monde sera bloqué. La critique de la société industrielle quoique serrée reprend des thèmes connus : pollution, accumulation sauvage, perte d'identité, nécessité de changer le cap, etc.

Mais il a la dent dure pour les pays du Tiers-Monde dont il dénonce le mimétisme déraisonnable et son impasse. Devra-t-on toujours courir après la civilisation industrielle pour la « rattraper » ? N'est-il plus valable pour une vie de qualité de demeurer en symbiose avec son environnement naturel au lieu de verser tête baissée dans des projets culturellement aliénants et socialement coûteux ? Nous sommes en danger de contre-développement parce que la greffe industrielle ne prend pas. Elle crée des tumeurs qui ont noms bidonvilles, paupérisation, désaffections des tâches agricoles, corruption ; elle entretient des excroissances qui s'appellent gratte-ciel, consommation ostentatoire, gadgets de toutes sortes. Pendant ce temps, les besoins humains essentiels en nourriture, logement, santé, éducation ne sont pas satisfaits. Les dirigeants dansent sur un volcan, oppriment et consacrent aux forces de répression un budget généralement plus élevé que ceux de l'agriculture, de l'instruction publique et des soins médicaux réunis. On a déjà dit tout cela ? Oui, bien sûr. Mais autrement dit. Sans sentiment d'urgence ! Sans volonté de changement ! Sans cette proclamation du « devoir de se révolter » !

Ceux qui examineront le « contrat de solidarité » proposé par Tévoédjré mesureront le long chemin à parcourir avant que les esprits libérés de la démarche déductive en viennent à saisir la richesse fécondante de la logique indirecte dont se réclament à la fois le « nouvel ordre économique international » préconisé dans le cadre du système des Nations unies (l'auteur en est partie prenante) et la « République coopérative ».

L'esprit coopératif fait émerger et prévaloir l'horizon de rapports humains, pas nécessairement totalement transparents ni exempts de conflits, mais des rapports directs de responsabilité à l'égard des autres, de solidarité assumée dans le travail et l'organisation de la production (p. 137).

C'est en partant de la réalité de leurs sociétés que les pays du Tiers-Monde pourront établir sur le plan interne de nouvelles solidarités et bâtir des communautés où la dimension économique ne sera pas privilégiée aux détriments des aspects sociaux et culturels du développement.

C'est la même préoccupation qui sous-tend le volume de Denis Goulet, consacré à l'exploration de la dimension technologique du développement. La technologie mènerait-elle à la terre promise ? A-t-elle déjà fait ses preuves en tant qu'outil de développement du Tiers-Monde ? Peut-on la transférer d'une manière telle que ses effets soient plus bénéfiques que pervers ? Dans quelle mesure les politiques liées à l'acquisition de technologie moderne épousent-elle les objectifs proclamés de développement ? Ces questions parmi d'autres indiquent que l'ouvrage est axé sur une perspective auto-centrée du développement qui refuse d'hypothéquer l'avenir au nom de gains à court terme.

Livre-thèse, disions-nous de Tévoédjré. Livre-synthèse, peut-on avancer en ce qui concerne Goulet, dans lequel les conflits entre les intérêts concurrents des acheteurs et des vendeurs de technologie ou entre les buts d'un développement de « chaque homme et de tout l'homme » et l'impact de la technologie importée, occupent une place prépondérante. Ce volume passe en revue l'ensemble des problèmes qui surgissent dès que la réflexion est orientée vers une utilisation raisonnée de la technologie, par exemple, à une échelle satisfaisante, dans le respect de l'environnement et selon une allocation optimale des ressources. Vu sous cet angle, on peut le considérer comme un classique.

Il est non moins pertinent quand on l'examine dans la perspective des valeurs. Il dévoile alors le caractère ambivalent de la technologie. Tout ce que celle-ci propose d'un point de vue occidental ne s'inscrit pas dans une démarche qui rencontre nécessairement le droit des peuples à la différence. Là encore, nous assistons à un plaidoyer pour le pluralisme des logiques et des voies de développement, qui répudie au nom de la rationalité ou de l'efficacité, le nivellement des cultures ou l'uniformisation des sociétés. De même, la reconnaissance de ce droit conduit-elle à tenir compte des activités contemplatives d'une nation autant que de l'impatience légitime à agir pour en changer les structures de production : on ne peut donc se cantonner dans la fausse querelle entre traditionalistes et novateurs. Car si la technologie est un défi aux normes d'une société, elle est aussi agent de changement social. En 1954 déjà, Jacques Ellul saisissait qu'elle avait remplacé la nature comme cadre de perceptions et de décisions. C'est elle, et non la nature, qui est devenue la frontière à dépasser. Plus vivant que jamais, le mythe de Prométhée hante tous ceux, gouvernants ou dirigés, dont l'avenir demeure incertain parce qu'ils ne peuvent subvenir à leurs besoins collectifs. En fait, personne n'a plus le choix. La question n'est pas de savoir si on utilisera la technologie mais comment on s'en servira.

Goulet revient sur le transfert et la rétention technologiques, qu'il analyse en terme de contrôle. Un tel pouvoir échappe aux pays du Tiers-Monde et ses détenteurs n'envisagent pas de le réaménager. En témoignent toutes les sessions du comité de la CNUCED chargées du transfert de technologie, ainsi que l'impossibilité de s'entendre sur le caractère légal ou volontaire de l'instrument juridique à mettre au point. La monopolisation de la recherche et du développement entraînant le renforcement de la rétention et du contrôle, les pays du Tiers-Monde doivent payer le prix fort pour acheter ou produire eux-mêmes la technologie dont ils ont besoin. Ceci est connu. Le choix qu'une telle situation impose conduit également à parler de valeur et Goulet privilégie l'austérité qu'il lie à l'indépendance technologique. Il s'agit ici d'une volonté délibérée de ne pas rechercher comme un absolu la société de consommation, de ne pas verser dans le fétichisme du progrès à tout prix et de n'importe quelle manière.

Le contrôle social de la technologie devient, de ce fait, une valeur à intérioriser afin de s'assurer que la direction du développement est celle qui conduit prioritairement à la satisfaction des « besoins humains essentiels ».

Cette approche ne possède aucune connotation néo-malthusienne. Insister sur l'adoption de technologie pouvant être socialement contrôlée signifie plutôt que les peuples concernés pourront maîtriser un outil de leur développement. De tous les futurs possibles, ils choisiront alors librement celui qui se conforme le plus à leur identité ; sans revenir au mythe d'un âge d'or de leur civilisation et, par conséquent, en rejetant toute vision statique du monde.

S'il faut une illustration de l'importance des valeurs dans le choix des stratégies de développement, on peut à coup sûr se référer à l'ouvrage de Jean-Charles Hourcade. Non que de manière exhaustive il s'attache à en faire la démonstration, mais la problématique choisie étant axée « sur la nécessité de lier très fortement l'analyse des stratégies énergétiques à des enjeux plus globaux », Hourcade a été amené à considérer

la mise en cause des styles de développement adoptés jusqu'ici dans les pays industrialisés où le développement de la consommation de masse, d'où restent exclues certaines couches de la population, s'accompagne d'une obsolescence accélérée des biens et d'une vive pression sur les matières premières, pression encouragée par le niveau exceptionnellement bas de leurs prix relatifs (p. 2).

Son analyse

des problèmes énergétiques sur le long terme, et, de façon plus générale, des conditions d'une harmonisation croissance/environnement, suggère de très fortes convergences avec *la critique des modèles* de développement, en particulier ceux induits au Tiers-Monde par une division internationale du travail dans laquelle il a jusqu'ici une position de dominé (p. 3).

Trois variables clefs lui permettent de rechercher des marges de liberté pour la mise en œuvre de cette stratégie : le style de consommation, le style technologique et le style d'aménagement de l'espace. On se trouve devant une opérationnalisation des hypothèses de départ de Tévoédjré et de Goulet :

égalité entre et au sein des nations, gestion des ressources tenant compte des générations futures, préservation de l'autonomie de décision.

On rencontre cette même préoccupation dans certaines des communications présentées au Colloque Henri Laugier. Dans notre optique, Hossein Nasr, avec insistance, pose la plupart des questions que l'on ne peut éviter en la circonstance.

Développement vers quoi ? Quelle conception de l'homme acceptons-nous pour le développement ? Quel est le rôle de cette activité, intéressante mais limitée, que l'on appelle la science, par rapport aux autres aspects de l'activité humaine, c'est-à-dire la culture, la philosophie, la religion, etc. ? Que faut-il faire pour que dans une culture vivante croisse une activité scientifique qui ne tue pas cette culture ? (p. 337)

Qui dira que les hommes du Tiers-Monde soient les seuls concernés par ces interrogations ? Elles relèvent maintenant de la quotidienneté et sont proclamées tant dans les rapports des groupes d'études (Club de Rome, Rio) que dans la pratique des mouvements écologiques. Elles sont également l'aboutissement du processus amorcé

dans les années soixante par L. J. Lebreton et François Perroux, s'agissant plus explicitement du Tiers-Monde, on ne manquera pas de souligner l'influence exercée par l'expérience tanzanienne en tant qu'espoir d'un développement alternatif. Dans un premier temps, elle fut saisie dans sa dimension interne. « Compter sur soi » signifia le refus de toute providence étrangère, en la revendication de la responsabilité première des pays concernés dans la définition et l'exécution des programmes d'aide. Ce ne fut jamais une volonté d'autarcie. Cela demeurera toujours une affirmation de soi en tant que partenaire égal.

La démarche tanzanienne, exemplaire à plus d'un titre, a été assumée par l'ensemble des pays en développement. Ceux-ci affichent maintenant dans tous les forums diplomatiques une volonté d'autonomie collective qu'il est impossible d'ignorer. La *self-reliance* est plus qu'un déplacement d'accent sur la manière de vivre l'interdépendance et la solidarité. Elle est fondamentalement une nouvelle manière de les concevoir. Elle interroge les acteurs du système international, les courants d'échange qui le traversent et le système des Nations unies qui en assure la gérance partielle. Elle conduit à substituer à la question : « Que peuvent les pays développés pour nous ? », une autre dont la réponse est davantage à leur portée : « Que pouvons-nous faire pour nous ? » Ainsi surgirait une alternative – certains diraient même la seule issue possible – à la dépendance. Précisée dans la déclaration d'Arusha de mai 1979 par le Groupe des 77, la *self-reliance* ouvre une nouvelle dimension à la coopération internationale. Désormais, le dialogue Nord-Sud sera complété par celui que les pays en développement établiront entre eux. Sur le plan technologique, notamment, elle leur permettra d'établir conjointement de nombreux projets, évitant ainsi le circuit d'échange mis en place pour servir les intérêts des pays industrialisés. Plus encore, les points de références changent. Les stimulants au développement ne sont plus attendus des seuls pays industrialisés : on estime au contraire qu'ils peuvent également prendre leurs sources dans les pays en développement. Ainsi, on contredit par des faits ceux qui prétendent, aujourd'hui encore, que ces pays n'ont rien à apporter au reste du monde.

Dans un futur que l'on souhaite rapproché, ces valeurs deviendront forces politiques et dirigeront la pratique des relations internationales. Les sentiments de justice, de partage, d'équité, de convivialité en somme ne seront plus confisqués par les États. Ils ne seront plus des instruments de leur politique étrangère mais les matrices d'un développement humain intégral. Ce jour-là, l'utopie aura triomphé.